

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-HUITIÈME SESSION



Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION
9e séance
tenue le
mercredi 13 octobre 1993
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 9e SÉANCE

Président : M. MONGBE (Bénin)

SOMMAIRE

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE
INTERNATIONALE (suite)

j) INTÉGRATION DE L'ÉCONOMIE DES PAYS EN TRANSITION À L'ÉCONOMIE MONDIALE
(suite)

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR : CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU
DÉVELOPPEMENT (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.2/48/SR.9
15 septembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 5.

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION ÉCONOMIE INTERNATIONALE (suite) (A/48/140, A/48/172, A/48/205-S/25923, A/48/209-S/25937, A/48/222, A/48/291-S/26242, A/48/309, A/48/331, A/48/337, A/48/338, A/48/350, A/48/353-S/26372, A/48/379-S/26411 et A/48/380)

j) INTÉGRATION DE L'ÉCONOMIE DES PAYS EN TRANSITION À L'ÉCONOMIE MONDIALE (A/48/317 et A/48/445-S/26501)

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR : CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT (suite) (A/48/182, A/48/338 et A/48/367)

1. M. ISAKOV (Fédération de Russie) dit que, si la coordination entre les organismes des Nations Unies était renforcée, l'efficacité de l'Organisation pour ce qui est de faciliter l'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale pourrait être sensiblement accrue. On ne sait toujours pas quel service du Secrétariat est chargé au premier chef de la collecte et de l'analyse des informations pertinentes sur l'économie des pays en transition et de la formulation des recommandations de politique générale en la matière. À ce propos, on pourrait peut-être tirer parti de l'expérience acquise par le groupe spécial intersecrétariats chargé de coordonner l'assistance aux nouveaux États indépendants de l'ex-URSS, qui avait été créé en vue de coordonner la participation des organismes des Nations Unies aux conférences internationales sur l'assistance aux pays en transition tenues à Washington, Lisbonne et Tokyo.

2. La délégation russe a noté avec intérêt les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général sur l'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale (A/48/317), selon lesquelles l'Organisation doit mettre davantage l'accent sur les systèmes d'information statistique nécessaires aux décisions marchandes. Mais, il ne faut pas pour autant que celle-ci se désintéresse du problème plus vaste de l'étude systématique et de l'analyse des difficultés auxquelles se heurtent les "jeunes" économies qui souhaitent s'intégrer à l'économie mondiale dans les domaines commercial, monétaire et financier ainsi que scientifique et technique.

3. L'évolution économique des pays en transition non seulement conditionnera leur propre avenir mais aura également des répercussions importantes sur les perspectives globales de développement de l'économie mondiale. Il faut donc que le Secrétaire général, dans son prochain rapport sur un programme d'action pour le développement, accorde toute l'attention voulue aux problèmes économiques des pays en question.

4. L'assistance technique que l'ONU fournit en vue d'introduire les mécanismes du marché dans les pays en transition est essentielle. La délégation russe se félicite des activités que mènent à cette fin le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Commission économique pour l'Europe (CEE), la CNUCED, la Commission des sociétés transnationales et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Il est également extrêmement important de renforcer la coordination entre les organismes des Nations Unies, y compris les institutions de Bretton Woods, qui s'emploient activement à fournir une assistance aux pays en transition.

/...

(M. Isakov, Fédération de Russie)

5. Dans son rapport sur les incidences de l'évolution récente des économies des pays en transition sur l'économie mondiale (A/48/331), le Secrétaire général a conclu qu'une fois achevée, l'intégration de l'économie des pays en transition aura un effet bénéfique sur tous les pays participant aux échanges économiques mondiaux, y compris sur les pays en développement. Le caractère non équivoque de cette conclusion devrait rassurer ceux qui craignent la "concurrence" des pays en transition et la "menace" que ceux-ci feraient peser sur les intérêts économiques du tiers monde. D'autres études menées au sein du système des Nations Unies ont également abouti à la conclusion que de telles craintes n'étaient pas fondées. Le Gouvernement russe considère qu'il doit non seulement rétablir des relations économiques mutuellement bénéfiques avec tous les pays intéressés du tiers monde, en tenant compte des réalités actuelles, mais aussi développer ces échanges. Lorsque son économie se sera complètement redressée, la Fédération de Russie sera en mesure de reprendre ses activités d'assistance aux pays qui en ont besoin.

6. La Fédération de Russie a récemment rendu public son programme de réformes progressives et de stabilisation de l'économie russe pour les années 1993-1995, programme dans lequel le Gouvernement russe souligne le rôle moteur que les entreprises privées, notamment petites et moyennes, doivent jouer dans l'économie de marché russe. Le programme comporte également des mesures concernant un soutien de l'État aux entreprises privées, le développement des échanges et des mécanismes du marché et l'élimination des monopoles économiques.

7. Mme YANG Yanyi (Chine) dit qu'au cours des deux dernières années, de nombreux pays en développement ont redoublé d'efforts pour mettre en oeuvre des programmes de stabilisation économique qui ont abouti à une reprise et à une croissance économiques modestes. Certains de ces pays ont réussi à favoriser la croissance économique grâce à une politique s'appuyant à la fois sur la maîtrise des équilibres macro-économiques par les pouvoirs publics et sur les mécanismes du marché ainsi que sur la complémentarité entre les secteurs public et privé, tout en insistant sur la croissance du marché intérieur et sur celle des exportations. Toutefois, les efforts faits dans ce sens se heurtent à une conjoncture économique internationale défavorable. S'il est vrai que les pays en développement doivent ne compter que sur eux-mêmes pour appliquer leurs programmes de stabilisation, il est également essentiel que la communauté internationale leur apporte un ample soutien. La représentante de la Chine s'inquiète des conditions rigoureuses imposées à la coopération internationale, au moment où les pays en développement font d'énormes sacrifices pour appliquer leurs programmes de stabilisation, et note que toute tentative visant à utiliser l'aide comme moyen de pression politique porterait préjudice aux intérêts de ces pays.

8. Depuis l'adoption de la résolution 46/155 de l'Assemblée générale, de nombreux pays en développement ont donné suite aux recommandations visant à accroître la coopération Sud-Sud et se sont efforcés d'appliquer une stratégie de développement autonome et centré sur la population en renforçant leur coopération dans les secteurs des finances, des matières premières, du commerce, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de la science et de la technique. La prise de conscience par le Sud de ses potentialités a contribué au développement et au progrès social. Les initiatives concrètes prises par les

/...

(Mme Yang Yanyi, Chine)

pays en développement tempèrent le scepticisme général qui avait accueilli l'appel lancé en faveur du renforcement de la coopération Sud-Sud. Le système des Nations Unies a participé à la mise en oeuvre des recommandations susmentionnées par la réalisation d'études politiques, la fourniture de moyens techniques et de compétences et l'échange d'informations et de données d'expérience.

9. Si, à long terme, l'intégration de l'économie des pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique dans l'économie mondiale favorisera la croissance économique, à court terme, elle aura des répercussions importantes, notamment sur l'économie des pays en développement. La réorientation des politiques et la perturbation des relations commerciales traditionnelles ont eu des incidences sur les échanges et les flux financiers entre les pays en développement de la région qui ont des liens économiques étroits. Tout indique que le processus de stabilisation économique et de reprise de la croissance prendra plus de temps et exigera l'apport de ressources extérieures plus importantes qu'on ne le prévoyait. Malgré les assurances données, l'assistance financière aux pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique a eu des répercussions sur l'aide aux pays en développement. Les pays les moins avancés, en particulier, font face à un problème de survie et de marginalisation croissante. L'assistance économique aux pays en transition ne doit pas se faire au détriment des pays en développement.

10. M. CARMICHAEL (Canada) dit que des progrès considérables ont été accomplis par des nombreux pays en transition, mais beaucoup de chemin reste encore à faire. Il appartient aux pays en transition eux-mêmes de surmonter un grand nombre des obstacles sur la voie de leur intégration à l'économie mondiale. La capacité d'absorption restreinte de ces pays constitue un frein majeur à l'accroissement de l'aide qui leur est destinée. Les gouvernements concernés doivent prendre des mesures pour accroître leur capacité d'absorption en créant une entité gouvernementale unique chargée de coordonner toutes les activités d'assistance extérieure. Il incombe aux gouvernements des pays bénéficiaires et non aux organismes donateurs, de coordonner l'aide. Il faut créer des systèmes d'information et des bases de données, et organiser des consultations en vue de recenser et d'étudier les besoins prioritaires en matière de développement. Il faut que les pays en transition mobilisent leurs ressources intérieures et qu'une assistance extérieure supplémentaire leur soit fournie en fonction de critères sélectifs tenant compte des mandats spécifiques et des avantages comparatifs des différents organismes donateurs. L'aide que ceux-ci fournissent serait plus bénéfique si elle était axée sur un nombre restreint de secteurs ou de programmes. Les organismes donateurs doivent coopérer pleinement et ouvertement avec tous leurs partenaires au niveau national : gouvernement, établissements d'enseignement, organisations non gouvernementales, entreprises et organisations syndicales, collectivités. Il faut que tous les obstacles intérieurs qui entravent la tâche des organismes d'aide soient éliminés.

11. Vingt-sept pays ont actuellement le statut de "pays en transition". Certains d'entre eux subissent des transformations radicales tandis que d'autres ont adopté une approche graduelle qui rend parfois le processus de transition difficilement perceptible. Il serait peut-être préférable de tenir compte de ces différences et d'adapter l'action du système des Nations Unies et de la communauté internationale aux différents modèles suivis en matière de développement.

/...

12. M. STADHAGEN (Nicaragua) se félicite des transformations politiques et économiques que connaissent les pays d'Europe orientale et l'ex-Union soviétique, même si, en tant qu'ancien pays "coopérant" du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), le Nicaragua a été affecté par cette évolution. Son pays est lui aussi en train de passer d'une économie planifiée à une économie de marché dans le cadre d'un régime démocratique et constitutionnel. Certains des pays en transition sont devenus les bénéficiaires potentiels d'un nouvel apport de ressources. La délégation nicaraguayenne appuie le transfert de ressources vers les pays d'Europe orientale et centrale, mais estime que celles-ci devraient s'ajouter à l'aide publique au développement, et non en faire partie. L'accroissement important de la demande de ressources financières imputable aux pays en transition pourrait entraîner une augmentation des taux d'intérêt dans le monde entier, ce qui aurait de graves conséquences pour les pays en développement sur le plan du service de la dette et pour l'obtention de nouveaux prêts.

13. Parallèlement à la transformation en profondeur de l'économie, des changements politiques importants sont intervenus, allant dans le sens de la démocratisation. C'est le cas au Nicaragua, qui est passé d'une économie de guerre à un régime démocratique où la consolidation de la paix, la réconciliation nationale et les principes de l'économie de marché sont des objectifs privilégiés. Le Gouvernement a engagé un programme de privatisation et de libéralisation touchant les échanges, les investissements étrangers et le marché intérieur, le contrôle des prix et les équilibres macro-économiques. Il a en outre entrepris un programme d'ajustement structurel visant à réduire l'intervention de l'État et à favoriser le secteur privé.

14. Le montant de la dette reste l'un des principaux obstacles au développement économique et social du Nicaragua. Il représente en effet plus de 45 fois le montant annuel des recettes à l'exportation et 97 % des apports financiers fournis vont au service de la dette et au règlement des importations pétrolières. Il reste donc très peu de ressources pour stimuler la reprise économique. En l'absence d'une solution permettant d'annuler une part importante de la dette, le relèvement économique et social du pays pourrait s'avérer impossible.

15. Malheureusement, les programmes de stabilisation et d'ajustement économique appliqués avec succès au Nicaragua ont entraîné des coûts sociaux considérables. Ce pays a besoin d'urgence d'une aide financière afin de pouvoir réaliser des projets dans le secteur de la production et dans le domaine social en vue d'améliorer le niveau de vie de la population, notamment des groupes les plus vulnérables. En conséquence, le Gouvernement nicaraguayen a établi un plan pour la période 1993-1995 visant à consolider les progrès accomplis au cours des deux dernières années et à accélérer les réformes structurelles nécessaires en vue d'assurer la compétitivité de l'économie. Ce plan met l'accent sur le rétablissement des équilibres macro-économiques en vue de créer les conditions d'une croissance soutenue et un climat favorable à l'investissement privé. À cette fin, la stabilité politique et sociale est un élément essentiel et constitue l'objectif premier du Gouvernement.

(M. Stadhagen, Nicaragua)

16. À court terme, les problèmes économiques seraient la principale cause d'instabilité au Nicaragua. Si l'aide extérieure était réduite, assortie de nombreuses conditions ou utilisée à des fins politiques, ce serait la démocratie même qui serait menacée. Les coûts sociaux de l'ajustement doivent être allégés grâce à l'adoption de programmes de stabilisation qui tiennent compte de la situation particulière de chaque pays. Les pays en transition et les nouvelles démocraties sont engagés dans un processus long et douloureux marqué par le passage, d'une part, d'une société fermée et répressive à une société ouverte, de tolérance, de réconciliation et de liberté, et, d'autre part, d'une économie planifiée ou très centralisée à une économie de marché. Ils méritent que leurs efforts soient reconnus comme il se doit par la communauté internationale.

17. M. PASZYNSKI (Pologne) est également d'avis que le passage d'une économie planifiée à une économie de marché s'est avéré plus difficile et plus lent que prévu. La transformation est néanmoins irréversible et les progrès accomplis jusqu'à présent ne doivent pas être sous-estimés. Parmi les pays qui ont appliqué des programmes énergiques de transition, certains commencent déjà à recueillir les fruits de leurs sacrifices, dont profitera aussi l'économie mondiale. Les pays en transition constituent déjà, avec les pays en développement, l'élément le plus dynamique de l'expansion de la demande mondiale d'importations. Dans son rapport sur les incidences de l'évolution récente des économies des pays en transition sur l'économie mondiale (A/48/331), le Secrétaire général a par ailleurs montré que la crainte qu'une part importante des ressources ne soit détournée vers ces pays n'était pas fondée. D'après les études, les variations dans les mouvements de ressources vers les pays en développement peuvent être attribuées à d'autres facteurs.

18. Les nations d'Europe centrale et orientale ont besoin d'un environnement extérieur favorable pour mener à bien le processus de transformation, leurs efforts seuls ne pouvant suffire. Le développement de l'activité économique mondiale suppose une libéralisation accrue des échanges multilatéraux et dépend aussi de la capacité, voire de la volonté, des pays de s'adapter aux circonstances nouvelles nées de l'apparition du phénomène de la transition sur la scène économique internationale.

19. La diffusion de l'information joue un rôle essentiel dans cette évolution et le système des Nations Unies est le mieux à même de fournir et de coordonner l'assistance dans ce domaine à l'intention des pays en transition. Les lacunes des services statistiques héritées du passé communiste sont l'une des raisons qui expliquent les résultats économiques désastreux dépeints dans nombre d'études, qui découragent les investisseurs étrangers potentiels et freinent par contrecoup l'intégration des pays en transition dans l'économie mondiale. Il faut donc aider ces pays à améliorer leurs systèmes d'information et de statistique. La Pologne se féliciterait de la création au Secrétariat d'un service chargé de coordonner les activités d'assistance technique à l'intention des pays en transition.

20. M. GOUMENNY (Ukraine), tout en partageant pour l'essentiel les points de vue exprimés dans le rapport du Secrétaire général sur l'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale (A/48/317), regrette que ce rapport ne contienne pas davantage de recommandations de fond sur

/...

(M. Goumenny, Ukraine)

l'élargissement des activités de l'Organisation des Nations Unies en faveur des pays en transition. Il espère par ailleurs que les idées et les propositions avancées par les membres de la Commission à la session en cours seront dûment prises en considération.

21. La délégation ukrainienne se félicite des efforts faits par l'Organisation pour faciliter la mise au point de systèmes d'information statistique dans les pays en transition et se réjouit de l'intérêt croissant manifesté pour ces pays par le PNUD, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et bien d'autres organismes et institutions spécialisées des Nations Unies. Les différents organismes du système des Nations Unies doivent néanmoins coordonner leurs activités en faveur des pays en transition en mettant en place les mécanismes voulus au sein du Secrétariat. La mise au point d'un programme d'activités dans ce domaine devrait se faire en collaboration avec les institutions monétaires et financières internationales, en tirant parti des possibilités offertes par les organismes européens de coopération.

22. On pourrait profiter de la présente session pour trouver un moyen d'indemniser les nombreux pays en transition qui ont souffert de l'application des sanctions décidées par le Conseil de sécurité contre la Yougoslavie. À la fin de 1993, les pertes résultant directement de l'application des sanctions s'établiront pour l'Ukraine à plus de 4 milliards de dollars. Ces ressources auraient pu être mises à profit pour favoriser des réformes dans le pays.

23. La portée du programme d'activités mis en place par l'Organisation des Nations Unies pour aider les pays en transition devrait être élargie. L'Organisation devrait utiliser les moyens dont elle dispose pour susciter des conditions favorables propres à attirer les investissements étrangers dans les pays en transition et à accroître leurs exportations. Dans un monde en évolution rapide, les guerres commerciales et les pratiques discriminatoires dans les échanges internationaux doivent être reléguées au musée de l'histoire. La délégation ukrainienne partage entièrement l'avis exprimé par le Secrétaire général en conclusion de son rapport, à savoir qu'"une amélioration de l'accès aux marchés ... de l'Europe occidentale ... est un facteur essentiel au succès de la transition dans les pays de l'Est" (A/48/331, par. 55). Elle espère que la CNUCED adoptera dans ce domaine une attitude plus active.

24. Certains pays en développement craignent que, dans un contexte de réduction globale du volume de l'aide au développement, les flux financiers ne soient détournés vers l'Est au détriment du Sud et que l'élargissement de la coopération entre l'Est et l'Ouest n'ait des répercussions néfastes sur la coopération Ouest-Sud. Les rapports du Secrétaire général (A/48/317 et A/48/331) montrent que ces craintes sont sans fondement. Les ressources affectées aux pays en transition représentent une part insignifiante des dépenses annuelles de l'Organisation en faveur du développement (qui s'élèvent à 5 milliards de dollars au total) et ne remettent pas en cause l'application des programmes en faveur des pays en développement.

/...

25. M. LUEDIG (Estonie) estime que le rapport du Secrétaire général sur l'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale (A/48/317) apporte une contribution précieuse du fait que l'on reconnaît que cette intégration se produira pays par pays. En effet, l'emploi de l'expression "pays en transition" fait que l'on a eu tendance à considérer ces pays en bloc, bien que chacun d'eux soit doté d'institutions qui lui sont propres et se trouve à un stade de développement économique et social différent. La Commission devrait prendre l'initiative de réfléchir aux changements qui doivent être opérés pour intégrer l'économie des pays en transition à l'économie mondiale, conformément à la résolution 47/187 de l'Assemblée générale.

26. Le rapport du Secrétaire général devrait servir à recenser et à évaluer les facteurs particuliers qui favorisent ou au contraire freinent l'intégration de l'économie de chaque pays à l'économie mondiale. Ainsi, les obstacles au commerce avec les pays en transition – souvent posés en réaction à la rapidité avec laquelle ces pays ont abandonné leur système de planification centrale – devraient être examinés dans le but d'encourager des pratiques commerciales équitables.

27. L'Organisation des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods peuvent aider efficacement les pays en transition à mener à bien les vastes réformes nécessaires à leur intégration. Au niveau national, ces pays doivent se doter d'une nouvelle législation définissant clairement les droits de propriété en vue du règlement des litiges, instituant des recours pour le règlement des différends de caractère commercial, garantissant une juste rémunération du travail et instituant une réglementation du travail et un code du commerce, afin de stimuler le secteur privé et de créer un climat favorable à l'investissement. Des mesures de régulation des équilibres macro-économiques doivent être mises en place, notamment en matière de convertibilité de la monnaie, dans le domaine de la politique budgétaire, en vue de maîtriser l'inflation et d'encourager le crédit, dans le secteur financier, en vue d'assurer la protection des investisseurs et des créanciers et d'inciter par là les banques commerciales et les banques d'affaires à créer de nouveaux instruments de crédit. Une amélioration des systèmes d'information internes permettrait aussi d'améliorer la publication des comptes nationaux et la formulation de la politique financière. La délégation estonienne souscrit à l'idée développée dans le rapport du Secrétaire général, selon laquelle la collecte de données statistiques, qui revêt un caractère prioritaire pour un certain nombre de pays, demeure essentielle. Il convient également de mettre au point des procédures uniformes en matière d'importations et d'exportations et dans le domaine de l'application des lois, afin de lutter contre la corruption au sein de l'administration, la contrebande et la fraude fiscale. D'autres mesures devraient être prises au niveau national, notamment la création de structures gouvernementales permettant de coordonner efficacement l'aide et l'assistance technique, et la mise en place de systèmes de sécurité sociale permettant de lutter contre la pauvreté et l'exclusion. À cet égard, la délégation estonienne a constaté avec plaisir que la Banque mondiale avait commencé à élaborer des programmes d'assistance en faveur d'un certain nombre de pays en transition.

(M. Luedig, Estonie)

28. La délégation estonienne espère que la coopération régionale et l'action des organisations régionales permettront de stimuler le commerce international et ne serviront pas de prétexte pour adopter des politiques protectionnistes ou écarter tel ou tel État d'Europe orientale des échanges internationaux. Une conclusion favorable des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay permettrait d'instaurer un système commercial international plus équitable et aurait aussi des répercussions sur l'Agenda pour la paix, le programme Action 21 et un programme d'action pour le développement. La réaction calme et mesurée des marchés financiers mondiaux devant les récents événements politiques de Moscou a prouvé que la communauté financière internationale ne craignait plus l'extrémisme politique dans cette partie du monde et qu'elle avait au contraire le sentiment de pouvoir traiter avec les pays en transition. La délégation estonienne apporte son soutien au Président Eltsine dans ses efforts en vue de créer une Russie démocratique et stable avec laquelle l'Estonie et le reste du monde pourront avoir des relations commerciales.

29. M. BRATINKA (République tchèque) apprécie l'attention portée aux problèmes des pays en transition, aussi bien dans des publications comme l'Étude sur l'économie mondiale, 1993 et l'Étude sur la situation économique de l'Europe en 1992-1993 que dans les résolutions 47/187 (Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale), 47/171 (La privatisation, dans l'optique de la restructuration économique, de la croissance et du développement durable) et 46/166 (Esprit d'entreprise) de l'Assemblée générale.

30. En 1991-1992, période caractérisée par des transformations sans précédent, la République tchèque a libéralisé les prix et le commerce extérieur, décrété la convertibilité interne de la monnaie et mis en oeuvre un programme de restitution et de privatisation à petite et à grande échelle. La réforme économique de 1993 s'est déroulée dans un cadre entièrement nouveau puisqu'elle intervenait après la division de la Tchécoslovaquie en deux pays – la République tchèque et la République slovaque – qui a eu pour effet de scinder une économie intégrée en deux économies séparées. En 1993, la République tchèque a appliqué une vaste réforme fiscale. Elle a aussi modifié la structure du régime fiscal ainsi que les rapports entre le contribuable et le fisc.

31. La réussite de l'ensemble des transformations en cours dépendra en grande partie de l'instauration de relations fondées sur l'exercice normal du droit de propriété, ainsi que de la constitution d'un groupe solide de petites et moyennes entreprises. L'expérience a en effet montré qu'une classe moyenne forte était une garantie de stabilité dans une société démocratique. La République tchèque, consciente de l'importance de l'esprit d'entreprise, prend des mesures pour le stimuler.

32. La République tchèque peut d'ores et déjà être décrite comme une démocratie pluraliste, dont plusieurs indices économiques sont favorables, notamment les taux de chômage et d'inflation et l'équilibre du budget de l'État, même par rapport à des pays ayant une longue tradition d'économie de marché. On s'attend à une légère croissance du produit intérieur brut pour 1993.

/...

(M. Bratinka, République tchèque)

33. La libéralisation du commerce extérieur a permis à la République tchèque d'accroître le nombre de ses partenaires économiques. En 1992, ceux-ci étaient au nombre de 140, dont les deux tiers environ étaient des pays en développement. Bien qu'elles soient surtout tournées vers leurs partenaires européens, les sociétés tchèques sont prêtes à avoir des relations commerciales avec d'autres pays. L'instauration de conditions d'échange équitables est pour ce faire indispensable.

34. M. YEGOROV (Bélarus) dit que le rapport du Secrétaire général sur l'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale (A/48/317) est la première tentative qui ait été faite pour décrire et analyser systématiquement les processus économiques complexes qui prennent place dans les pays en transition. Le rapport fait un tableau objectif des progrès réalisés dans certains domaines ainsi que des difficultés compréhensibles résultant de l'inertie des mécanismes et structures anciens et du manque d'expérience dans les domaines de la gestion et de l'esprit d'entreprise.

35. La réunion annuelle tenue récemment par les organes directeurs du FMI et de la Banque mondiale ainsi que d'autres instances internationales a réaffirmé l'importance que revêtait l'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale et la nécessité d'efforts concertés sur le plan international pour la fourniture de l'assistance. Il faut améliorer considérablement l'organisation de ces activités au sein du système des Nations Unies. Le Secrétariat, les programmes et fonds participant aux activités opérationnelles et les commissions économiques régionales pourraient aider plus efficacement les pays en transition à progresser en faisant un travail d'analyse et en fournissant une assistance technique. La délégation du Bélarus attache à cet égard une grande importance aux activités de la Commission économique pour l'Europe, de la CNUCED, de la Commission des sociétés transnationales, de l'UNICEF et du FNUAP qui, dans leurs résolutions et décisions les plus récentes, ont donné corps aux dispositions de la résolution 47/187 de l'Assemblée générale. Le mandat de nombreuses organisations du système des Nations Unies a ainsi été renforcé dans ce domaine, et il est donc d'autant plus urgent d'améliorer la coordination aussi bien au sein du système des Nations Unies qu'avec les institutions de Bretton Woods et les autres institutions économiques et financières internationales.

36. La délégation du Bélarus soutient la conclusion présentée par le Secrétaire général dans son rapport sur les incidences de l'évolution récente des économies des pays en transition sur l'économie mondiale (A/48/331) selon laquelle, à long terme, les pays en développement allaient bénéficier des changements intervenant dans les pays en transition. C'est pourquoi il n'y a pas de raison de craindre que l'effet de l'évolution de la situation dans les pays en transition ne soit exclusivement négatif pour d'autres groupes de pays. Il est temps d'effectuer une étude systématique et objective de la nature et des conséquences de la transition d'un groupe important de pays vers une économie de marché. Il serait alors possible, sur la base d'une telle étude, d'élaborer une théorie de ce processus dans son ensemble et de suggérer des mesures concrètes que pourraient prendre ces pays ainsi que la communauté internationale pour assurer leur intégration effective à l'économie mondiale. L'intervenant espère que cet aspect du problème sera adéquatement pris en compte dans le rapport que doit soumettre le Secrétaire général sur un programme d'action pour le développement.

/...

37. M. MOLDAW (États-Unis d'Amérique) dit que l'expansion des possibilités économiques est la clef de l'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale. La réalisation du potentiel de chacun est la clef du développement et de la construction d'une économie mondiale ouverte. Comme l'a dit le Président Clinton dans son discours en séance plénière à l'Assemblée générale, le développement doit mettre l'être humain au premier plan. L'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale va de pair avec leur décision de devenir des sociétés libres et indépendantes. La communauté internationale des démocraties à économie de marché doit être élargie et renforcée. La délégation des États-Unis se réjouit des nombreuses activités menées par l'ONU dans des domaines tels que l'analyse, l'assistance technique et la comparaison de données d'expérience nationales, qui ont pour objet d'aider les pays en transition à intégrer leur économie à l'économie mondiale. Elle espère voir renforcer la coordination des activités du système des Nations Unies en vue de faciliter cette intégration dans le contexte de la réforme du Secrétariat lancée par le Secrétaire général.

38. M. MARGITTAI (Hongrie), après avoir mentionné successivement les quatre priorités citées dans le rapport du Secrétaire général sur l'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale (A/48/317, par. 16), à savoir la stabilisation, la libéralisation, la privatisation et le renforcement des institutions, dit que la chute de la production des pays en transition aurait de graves répercussions. La baisse de la demande interne pose des problèmes pour le secteur public comme pour le secteur privé car elle signifie qu'il n'y aura dans le secteur privé ni suffisamment de capitaux pour financer de nouvelles entreprises ni suffisamment de clients pour rendre celles-ci viables. Le secteur public quant à lui aura à faire face à des taux de chômage plus élevés qui entraîneront une augmentation des dépenses publiques et obligeront donc à remettre à plus tard des réformes structurelles telles que la libéralisation. Comme l'a déclaré le représentant de la Belgique au nom de la Communauté européenne à la séance précédente, le succès de la politique de stabilisation en Europe orientale ne sera possible que si ce déclin et ce déséquilibre font place à une croissance équilibrée.

39. L'effet de l'aide extérieure, tout en étant extrêmement important, n'est pas net. Selon l'Étude sur la situation économique de l'Europe en 1992-1993, les flux de capitaux vers les pays en transition sont plus que contrebalancés par le service de la dette et les autres paiements et ont, en fait, eu pour résultat des sorties nettes de ressources pour la plupart des pays d'Europe orientale en 1992. De même, le grand programme d'assistance technique lancé par la Communauté européenne a été critiqué en raison de sa mauvaise coordination, et ses avantages pour les pays bénéficiaires ont été mis en doute. Quant aux flux de capitaux étrangers privés, les 5,5 milliards de dollars des États-Unis reçus par la Hongrie – montant supérieur à celui des investissements réalisés dans la plupart des autres pays de l'Est – restent bien en dessous des apports dont bénéficient certains pays plus petits d'Europe occidentale.

40. L'évaluation qui a été faite récemment de la politique de privatisation de la Hongrie montre que la vente d'entreprises d'État en faillite est préférable à leur liquidation car elle permet de sauver des emplois, et qu'il vaut mieux vendre les entreprises à un prix inférieur à leur valeur réelle que les fermer. Le revenu du secteur privé représente actuellement près de la moitié du produit intérieur brut de la Hongrie.

(M. Margittai, Hongrie)

41. Bien que le processus de transformation ait considérablement réduit le rôle de l'État dans l'économie et l'administration, l'État n'en doit pas moins rester actif dans le renforcement des institutions, en particulier dans des domaines tels que le développement industriel, l'agriculture et les techniques, les politiques commerciales, par exemple et la création d'un cadre institutionnel pour l'intégration dans l'économie internationale, et les politiques d'emploi, l'enseignement et la recherche. L'État doit aussi jouer un rôle clef dans la création d'institutions sociales qui constitueraient un dispositif de protection durant la transition. L'expérience des pays nouvellement industrialisés a montré que la modération était la meilleure politique en période de transition. Le système des Nations Unies pourrait aider à promouvoir le renforcement des institutions.

42. La libéralisation est une question si importante qu'elle justifie une analyse plus fouillée et notamment des rapports approfondis dans différents domaines connexes. Le succès de la politique de libéralisation de la Hongrie a eu pour résultat la déréglementation presque complète des prix et des salaires, la libéralisation des importations et des investissements étrangers et une monnaie qui est pratiquement convertible. Le succès de sa politique commerciale reflète un équilibre entre la nécessité de libéraliser le commerce rapidement et celle de faire preuve de prudence pendant la phase d'ajustement structurel, de faible compétitivité et d'incertitude économique. Le succès de la libéralisation dépend aussi de ce qui se passe dans le reste du monde. C'est pourquoi la Communauté européenne devrait élargir sa vision, héritée du temps de la guerre froide, de ce qui constitue une Europe unie.

43. Mme ARYSTANBEKOVA (Kazakhstan) dit que sa délégation est impressionnée par le caractère exhaustif du rapport du Secrétaire général sur l'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale (A/48/317). Le Secrétaire général a dans l'ensemble bien rendu compte des principales difficultés rencontrées par tous les pays qui ont fait face à des problèmes prévus et imprévus résultant de leur transition vers une économie de marché. La situation a été aggravée par un brusque déclin économique dû à la rupture des liens économiques traditionnels entre les pays de l'ancienne URSS, au manque d'expérience de la gestion au niveau national et à l'instabilité sociale et politique qui prévaut dans de nombreuses parties de la région.

44. Le Gouvernement du Kazakhstan, qui est dans la même situation critique que pratiquement toutes les autres républiques de l'ex-URSS, a analysé les fautes et les erreurs d'appréciation qu'il a commises durant la première phase de ses réformes économiques et a établi un programme de mesures d'urgence destinées à lutter contre la crise et à intensifier les réformes sociales et économiques. La mise en oeuvre de ce programme a déjà eu beaucoup de résultats positifs. On a commencé à redresser les déséquilibres macro-économiques et à réduire le déficit budgétaire en améliorant la politique budgétaire et le système monétaire et comptable ainsi qu'en réduisant les dépenses de l'État. Le Gouvernement prend actuellement systématiquement des mesures pour libérer les prix, réduire le champ d'application de la réglementation directe de l'économie par l'État et créer l'infrastructure législative et administrative nécessaire aux réformes sociales et économiques. Il a aussi entrepris un programme de privatisation progressive.

/...

(Mme Arystanbekova, Kazakhstan)

45. En dépit d'un certain degré de succès, la situation reste critique. Le Kazakhstan doit absolument arrêter son déclin économique et la hausse des taux d'inflation et trouver une solution à sa crise monétaire et financière. Il attache une grande importance à cet égard aux résultats de la réunion au sommet des membres de la Communauté d'États indépendants tenue le 24 septembre, au cours de laquelle a été signé le Traité d'union économique. Le Kazakhstan a constamment soutenu l'intégration régionale, qu'il considère comme un élément indispensable du processus d'intégration à l'économie mondiale.

46. Le Secrétaire général insiste beaucoup dans son rapport (A/48/317) sur la participation des organisations au système des Nations Unies aux efforts internationaux visant à faciliter les réformes du marché dans les pays d'Europe orientale et de l'ex-URSS. L'analyse des activités des organisations du système des Nations Unies dans ce domaine montre que diverses instances internationales commencent à comprendre qu'il est nécessaire de fournir une assistance efficace aux pays en transition. En dépit de l'inégalité des progrès réalisés par les diverses organisations à cet égard, la délégation du Kazakhstan est encouragée par l'intérêt qu'elles manifestent et leur volonté d'intensifier leurs activités dans ce domaine.

47. Une meilleure coordination des efforts faits sur le plan international pour aider les pays en transition aiderait à assurer le succès de ces activités. La délégation du Kazakhstan regrette que les efforts que déploient nombre d'organisations du système des Nations Unies pour aider les pays en transition et faciliter l'intégration de leur économie à l'économie mondiale soient entravés par le manque de ressources financières.

48. M. THAKUR (Inde) dit que sa délégation soutient les principes généraux exposés dans la déclaration faite par le représentant de la Colombie au nom du Groupe des 77. Le rapport du Secrétaire général sur les programmes de stabilisation dans les pays en développement (A/48/380) met en lumière le fait que les programmes de réforme et d'ajustement ont été lancés dans le contexte d'une conjoncture économique extérieure très difficile. Le coût social des programmes d'ajustement a parfois même eu des incidences sur l'opinion populaire quant au processus de réforme lui-même. En Inde, le National Renewal Fund a été créé avec l'aide d'organismes de financement multilatéraux pour atténuer le coût social de la transition. Ce fonds vise en particulier à protéger les couches les plus vulnérables de la société.

49. Dans son rapport, le Secrétaire général constate également que même si on permet aux forces du marché d'agir plus librement, l'État continue à jouer un rôle important de stabilisation et de promotion. En Inde, l'État a activement cherché à renforcer l'infrastructure et à intensifier les programmes de lutte contre la pauvreté durant la phase de libéralisation. Pour chaque dollar investi qui provenait d'investissements étrangers directs, l'État a consacré des ressources correspondantes à des programmes visant à atténuer le choc du processus de transition.

50. Dans son rapport sur le financement du développement (A/48/367), le Secrétaire général constate que le financement privé à moyen et à long terme est abondant globalement, mais est restreint aux niveaux national et régional

/...

(M. Thakur, Inde)

(par. 18). Les conditions à remplir pour obtenir ce financement ont accru le coût de la restructuration et rendu les pays plus vulnérables aux aléas extérieurs. En outre, les crédits à l'exportation, l'aide publique multilatérale au développement et le financement fourni par l'Association internationale de développement (IDA), n'ont pas augmenté en valeur réelle. Tout cela durant une période où la demande de ressources extérieures a augmenté à mesure que les pays en développement entreprenaient leur restructuration et qu'apparaissaient de nouveaux demandeurs. Les délibérations à la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement ont aussi mis en lumière la nécessité d'apports financiers supérieurs.

51. Les pays développés ont l'obligation de soutenir le processus de réforme en augmentant les flux de capitaux publics octroyés à des conditions préférentielles et en facilitant l'accès à leurs marchés et à leurs techniques. Il faut faire en sorte que les institutions financières multilatérales disposent de davantage de capitaux, compte tenu des récents engagements de la communauté internationale au titre du programme Action 21. Les apports financiers et investissements privés directs doivent être mis plus facilement à la disposition des pays, régions et secteurs et doivent être dûment équilibrés par une aide publique. Enfin, comme les pays en développement sont devenus plus sensibles aux variables extérieures, il est d'autant plus indispensable qu'ils aient voix au chapitre lorsqu'il s'agit de coordonner les politiques macro-économiques internationales.

52. M. BAHADIAN (Brésil) dit que la conclusion du rapport du Secrétaire général sur les programmes de stabilisation économique dans les pays en développement (A/48/380), selon laquelle les programmes d'ajustement de beaucoup de pays n'ont pas encore produit de résultats positifs, n'est pas surprenant car ces programmes entraînent nécessairement une intégration accrue, bien que déséquilibrée, de l'économie des pays en développement à l'économie mondiale, ce qui les rend plus tributaires de la conjoncture internationale. Cette plus grande vulnérabilité est particulièrement inquiétante à un moment où les flux financiers internationaux, souvent à court terme et à caractère spéculatif, sont estimés à 30 fois la valeur du commerce des biens et services.

53. Il semble heureusement que l'on prenne de plus en plus conscience de la nécessité de respecter les particularités de chaque pays et d'intégrer la dimension sociale dans l'élaboration de ces programmes. La délégation brésilienne espère que le Secrétaire général, dans son rapport sur un programme d'action pour le développement, examinera la nécessité d'une analyse plus approfondie des conséquences de la vulnérabilité accrue des pays en développement aux déséquilibres de l'environnement économique extérieur, sans oublier que ces pays doivent pouvoir vraiment se faire entendre lorsque sont prises des décisions concernant les problèmes économiques mondiaux.

54. M. SERSALE DI SERISANO (Argentine) dit que l'Organisation des Nations Unies doit s'efforcer de trouver le plus grand nombre possible de sources de financement international du développement et que la conférence internationale envisagée sur le financement du développement n'est que l'une des possibilités

(M. Sersale di Serisano, Argentine)

qui s'offrent à cet égard. L'aide publique au développement stagne depuis 15 ans, malgré tous les engagements pris, et on a vu apparaître de nouveaux domaines dans lesquels un financement est nécessaire.

55. Les pays en développement augmentent leur épargne intérieure en imposant à leur économie des ajustements structurels, notamment des programmes de stabilisation. Lorsque les possibilités d'investissement sont attrayantes, les capitaux privés arrivent.

56. Les fonds dégagés par la réduction des dépenses militaires pourraient être une source majeure de financement du développement. S'il est vrai que ces fonds sont utilisés pour des investissements productifs à l'intérieur des pays fabricants d'armes, il n'est pas du tout certain qu'il y ait un accroissement concomitant de l'aide internationale. Les sommes importantes utilisées par certains pays pour subventionner leur agriculture sont une autre grande source potentielle de financement du développement. Ces subventions sont des dépenses absurdes qui ne tiennent aucun compte de la notion de l'avantage comparatif et qui faussent les pratiques commerciales internationales.

57. Les documents que l'Organisation des Nations Unies consacrera à l'avenir au financement du développement devraient porter sur ces deux sources de financement et les mettre en parallèle avec les chiffres de l'aide publique au développement. Une augmentation de cette aide attire les investissements privés, lorsque le contexte politique est propice. L'analyse de cette question dans le document à l'étude est judicieuse, mais elle aurait pu être développée plus avant. Pour ce qui est des arrangements institutionnels concernant le financement du développement, les institutions financières multilatérales ont pour mandat d'agir, et il faudrait que les tâches soient clairement réparties entre elles en ce qui concerne les mesures à prendre pour que la réduction des dépenses publiques dans certains pays se traduise par une aide aux pays en développement.

58. M. SWETJA (Indonésie) rappelle ce que souligne le Secrétaire général dans son rapport sur les sources de financement du développement (A/48/367), à savoir que le transfert net de ressources financières vers les pays en développement est devenu positif (par. 15). Toutefois, la situation reste délicate, car il s'agit dans la plupart des cas d'entrées de capitaux à court terme et imprévisibles (par. 16). Si le système financier international n'est pas parvenu à établir des courants stables de capitaux destinés au développement, c'est, en partie, en raison de la baisse de l'aide publique au développement et des conditions de plus en plus souvent imposées pour bénéficier d'un financement. C'est pourquoi l'examen de cette question à la Deuxième Commission s'impose plus que jamais.

59. De même que, dans le rapport du Secrétaire général, le développement est défini comme l'épanouissement du potentiel humain (par. 1), la définition du financement du développement a été également élargie et englobe plusieurs sources, dont les investissements, l'assistance technique ainsi que les ressources – d'origine intérieure ou étrangère – destinées à financer les dépenses courantes consacrées à la mise en valeur des ressources humaines à des fins de développement. Le problème est que les pays développés sont encore

/...

(M. Swetja, Indonésie)

plongés dans la récession et les pays en développement sont en état de stagnation, due pour une large part à un environnement extérieur néfaste. Que cette stagnation se traduise par un endettement excessif ou par une détérioration des termes de l'échange, elle constitue une menace pour la stabilité sociale des pays en développement.

60. Les grandes puissances économiques devront comprendre qu'il est nécessaire de stimuler l'économie mondiale par le biais d'une participation, d'une coordination et d'une transparence plus grandes que celles que prévoit le mécanisme actuel du Groupe des Sept. La coopération financière internationale en faveur du développement sera renforcée si les pays développés respectent leurs objectifs concernant l'APD et améliorent la qualité de leur assistance, si les financements privés à moyen et à long terme sont offerts à des conditions moins prohibitives et si des financements publics assortis de conditions libérales sont accordés à de nombreux pays en développement, notamment à ceux qui disposent de peu de ressources pour assurer le service de leur dette.

61. La délégation indonésienne pense que la revitalisation du commerce international et des investissements permettra de financer le développement. Comme de nombreux pays en développement, l'Indonésie a supprimé unilatéralement de nombreux obstacles commerciaux et a largement dérégularisé son économie afin d'attirer des investissements étrangers et de stimuler les échanges. Malheureusement, on a répondu à ces initiatives par l'imposition de nouvelles conditions. À cet égard, le succès des négociations d'Uruguay, entraînant un accroissement des échanges commerciaux et des investissements, se traduirait par une relance de l'économie mondiale. La communauté internationale doit également accroître l'aide technique et financière accordée aux pays en développement qui s'efforcent de se doter de capacités pour attirer et utiliser les investissements internationaux privés. Pour conclure, la tenue d'une conférence internationale sur le financement du développement revêt une importance exceptionnelle, car il est indispensable de relever le niveau du financement du développement, d'étudier le problème de la dette des pays en développement et d'aborder le financement du développement de façon intégrée et globale.

62. M. REPISHTI (Albanie) dit que son pays, en raison de ses longues années d'isolement total, de centralisation excessive et d'absence absolue d'initiatives privées, connaît une transition du totalitarisme vers la démocratie et vers une économie de marché qui est très douloureuse et difficile, malgré les réformes importantes mises en place. Pour faciliter l'intégration de l'Albanie dans l'économie mondiale, le Gouvernement axe son action sur la stabilisation, la libéralisation, la privatisation et la mise en place d'institutions. Les efforts faits pour jeter les bases d'une économie de marché se sont déjà traduits par une baisse de l'inflation, passée de 15 % par mois au début de 1992 à moins de 0,9 % en 1993.

63. La privatisation des terres est pratiquement terminée. L'augmentation de la production agricole en 1993 témoigne de la valeur des mesures prises et souligne la nécessité d'en prendre de nouvelles. La privatisation pratiquement achevée des services, des transports et de la production et du commerce à petite échelle a soulagé le budget de l'État d'une charge inutile et a eu des résultats positifs. L'Albanie a pu accélérer le processus de privatisation grâce à une assistance précieuse fournie notamment par la Banque mondiale, la Communauté européenne et le Groupe des 24.

/...

(M. Repishti, Albanie)

64. Le Gouvernement albanais s'attaque en outre au problème de la restructuration du secteur industriel, qui a souffert de ses techniques obsolètes, de la place trop importante accordée à l'industrie lourde et de l'incompétence de ses gestionnaires. L'élimination de nombreux projets industriels s'est traduite par une forte hausse du chômage, lequel, bien qu'en baisse en raison d'un vif essor des petites et moyennes entreprises, touche encore 30 % de la population active, soit le niveau le plus élevé d'Europe.

65. L'Albanie continuera à adopter les mesures législatives nécessaires pour faciliter l'intégration de son économie dans l'économie mondiale. Les principaux attraits offerts par le pays aux investisseurs étrangers sont un climat favorable, un environnement non pollué, une main-d'oeuvre peu coûteuse et l'existence de ressources naturelles. Le Gouvernement albanais tient par ailleurs à développer le tourisme. Il a besoin d'assistance technique dans le domaine de l'information, notamment pour l'élaboration des statistiques.

66. L'Albanie travaille étroitement avec la Banque mondiale, le FMI, le PNUD et d'autres institutions des Nations Unies, notamment dans le cadre d'activités relevant de la politique micro et macro-économique, afin de s'assurer une croissance durable, de mettre en valeur les ressources humaines nécessaires à la gestion et à la consolidation du nouveau régime politique et de gérer l'assistance technique qui facilitera la transition vers une économie de marché. La délégation albanaise renouvelle son appel à la communauté internationale pour qu'elle accorde un soutien suffisant qui permettra de contrebalancer les pertes économiques subies en raison de la stricte application de l'embargo imposé par le Conseil de sécurité contre la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro).

67. Pour conclure, le représentant de l'Albanie souligne l'engagement ferme pris par son pays de renforcer sa collaboration avec les institutions des Nations Unies et avec la Communauté européenne afin d'accélérer l'intégration de son économie dans l'économie mondiale.

68. M. MALLYA (République-Unie de Tanzanie) dit que le document A/48/350 donne une vue d'ensemble de la coopération Sud-Sud, ce qui représente une amélioration par rapport à l'approche fragmentaire retenue dans les rapports précédents sur cette question. La délégation tanzanienne espère que ces rapports seront publiés périodiquement afin de faciliter cette coopération et d'ouvrir la voie à des études plus fouillées sur des questions telles que les taux de change, les indices de prix, les coûts des transports et les marchés.

69. La délégation tanzanienne est heureuse d'apprendre que le Centre Sud deviendra bientôt un organe permanent et félicite M. Gamani Corea, ancien Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui a été nommé coordonnateur honoraire de la recherche et des activités de fond du Centre. Elle est par ailleurs satisfaite de constater que le Centre Sud a pu utiliser au mieux les moyens modernes de communication, par exemple en permettant à des spécialistes de plusieurs continents de travailler conjointement à l'établissement d'un rapport défendant les intérêts du Sud.

/...

(M. Mallya, République-Unie de Tanzanie)

70. La délégation tanzanienne croit comprendre que le fonctionnement du Centre, qui sera financé par un fonds d'équipement, n'entraînera pas d'obligations financières pour les pays du Sud. L'Organisation des Nations Unies doit continuer à offrir ses services au Centre.

71. M. WOON (Malaisie) dit que le rapport sur les programmes de stabilisation économique dans les pays en développement (A/48/380) montre que les graves répercussions sociales dont souffrent les pays où ces programmes ont échoué sont une cause de préoccupation, devant laquelle les institutions multilatérales internationales doivent réagir. La question fondamentale est de savoir comment on peut le mieux engendrer une croissance durable dans un environnement économique international en évolution. Les facteurs extérieurs qui ont des conséquences néfastes sur les pays en développement dont l'économie est vulnérable doivent être contrecarrés par des facteurs positifs générateurs d'un élan porteur de croissance.

72. Les prescriptions dogmatiques actuellement imposées par les institutions de Bretton Woods dans le cas des programmes d'ajustement et de stabilisation laissent grandement à désirer. Le plus souvent, on y voit des mesures de colmatage plutôt qu'une solution d'ensemble. L'étude récente de la Banque mondiale sur l'expérience de l'Asie de l'Est explique la croissance de cette région par la grande accumulation de capital physique et humain ainsi que par sa capacité d'affecter ces ressources à des investissements hautement productifs et d'acquérir et de maîtriser des technologies. Toutefois, la question fondamentale est de savoir comment cette région a pu accumuler du capital. De nombreux pays en développement ont été incapables d'attirer de façon régulière les investissements essentiels qui leur sont indispensables; de plus, ils sont lourdement endettés. La charge de la dette leur impose un service très lourd qui limite leur capacité d'acheter les biens d'équipement dont ils ont besoin pour se doter d'une capacité de production à long terme. Il faut bien voir que les économies des pays en développement sont vulnérables et que la solution de l'économie de marché ne suffit pas. Qui plus est, les pays doivent disposer de la capacité institutionnelle nécessaire pour gérer prudemment leur politique macro-économique et être en mesure de maintenir la stabilité des prix afin d'encourager l'épargne et l'investissement. Cela est possible, si les secteurs de la production engendrent des rentrées positives nettes, ce qui n'est pas le cas de la plupart des pays en développement tributaires de produits de base où les coûts de production sont supérieurs aux revenus.

73. On ne saurait trop souligner à quel point l'environnement économique international peut contribuer au succès des pays en développement, notamment au vu de l'instabilité politique qui est souvent le lot de ces pays lorsqu'ils s'efforcent de faire face dans cet environnement. La conclusion du rapport du Secrétaire général (A/48/380) sur ce point suscite donc une grande préoccupation. Se référant au paragraphe 52 du document, le représentant de la Malaisie dit que la notion de partenariat et d'intégration doit être au centre du programme d'action mondial pour le développement, et que la tendance à l'introversion doit être inversée.

(M. Woon, Malaisie)

74. Passant au rapport sur l'état de l'application des recommandations du rapport de la Commission Sud, en particulier en ce qui concerne la coopération économique Sud-Sud (A/48/350), le représentant de la Malaisie se félicite des progrès relatifs réalisés à ce jour. La coopération Sud-Sud devra faire l'objet d'une attention prioritaire de la part de la communauté internationale et pourrait exiger d'elle une aide additionnelle, notamment en ce qui concerne l'apport de compétences et de ressources supplémentaires en matière de financements et de technologies. À une époque où les ressources sont limitées, la coopération économique entre pays en développement devrait présenter la meilleure solution possible pour promouvoir la croissance et le développement dans ces pays.

75. L'expérience des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui ont favorisé conjointement la coopération dans les domaines du commerce, de la science et la technologie, du développement industriel, de l'agriculture et de l'éducation, témoigne de la valeur de la coopération régionale, en tant qu'approche fructueuse de la coopération Sud-Sud et en tant que facteur de relance de la croissance économique mondiale. Ici encore, un environnement économique international favorable est indispensable.

La séance est levée à 18 h 10.